Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 22 décembre 2003
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Commerce de détail,** octobre 2003 — 2
  Les ventes au détail ont peu augmenté en octobre, les dépenses des consommateurs étant restées faibles dans plusieurs secteurs. Les ventes des détaillants n'ont progressé que de 0,2 % pour se chiffrer à 26,4 milliards de dollars, après avoir fléchi de 1,0 % en septembre.

- **Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises,** 2002 — 7
  Les entreprises canadiennes ont réduit légèrement leur dette totale en 2002, la diminution du niveau d'endettement des grands emprunteurs ayant fait contrepoids à l'augmentation de la dette chez les plus petits emprunteurs. Les fournisseurs de financement ont indiqué que leurs clients d'affaires leur devaient 358,5 milliards de dollars au 31 décembre 2002, en baisse de 0,4 % par rapport à 2001.

- **Situation démographique du Canada : la fécondité des immigrantes** — 10
  Selon une nouvelle étude, la fécondité des immigrantes commence à diminuer peu après leur arrivée au Canada, puis rejoint éventuellement celle des femmes nées au Canada. La propension de la fécondité à converger se constate particulièrement parmi celles qui ont immigré avant d'avoir 15 ans.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indicateurs des services, troisième trimestre de 2003 — 12

Enquête annuelle sur l'hébergement des voyageurs, 2002 — 12

Tendances du revenu des familles, 1980 à 2001 — 14

Produits chimiques industriels et résines synthétiques, octobre 2003 — 15

NOUVEAUX PRODUITS — 17

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Commerce de détail

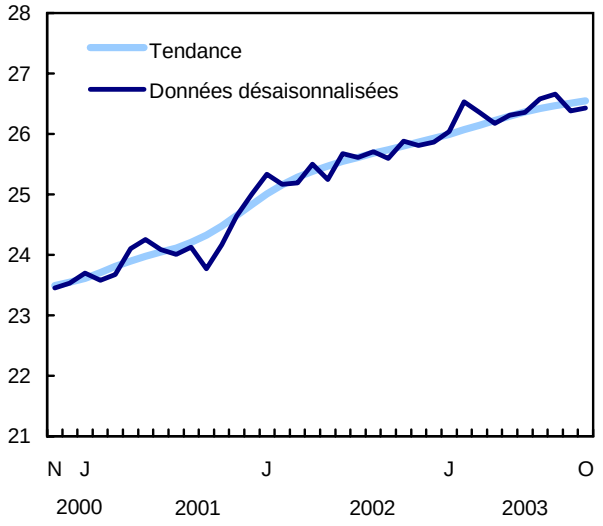
Octobre 2003

Les ventes au détail ont peu augmenté en octobre, les dépenses des consommateurs étant restées faibles dans plusieurs secteurs. Les ventes des détaillants n'ont progressé que de 0,2 % pour se chiffrer à 26,4 milliards de dollars, après avoir fléchi de 1,0 % en septembre.

En octobre, une baisse des prix de l'essence à la pompe a freiné la croissance du total des ventes au détail. Les détaillants d'articles coûteux, comme les concessionnaires de véhicules automobiles et les détaillants de meubles et d'appareils ménagers, ainsi que les magasins de marchandises diverses, les magasins de vêtements et les pharmacies, ont vu leurs ventes rester pratiquement inchangées. Les magasins d'alimentation ont représenté l'exception, ayant affiché une hausse importante de leurs ventes en octobre.

Les ventes au détail augmentent légèrement en octobre

En milliards de dollars



Bien que les ventes des détaillants soient généralement en hausse depuis l'automne 2001, la croissance d'une année à l'autre a ralenti depuis le début de 2003. Le total des ventes au détail pour les dix premiers mois de l'année a augmenté de 3,5 %. Il s'agit d'une progression beaucoup plus faible que la croissance de 6,4 % enregistrée au cours de la période correspondante de 2002. En fait, la croissance des ventes observée au cours des dix premiers mois de 2003 a été la plus faible depuis 1996, année où les ventes cumulatives enregistrées de janvier à octobre n'avaient crû que de 2,7 %.

Si l'on tient compte des prix, le total des ventes au détail a augmenté de 0,6 % en octobre, après avoir reculé de 1,0 % en septembre.

Note aux lecteurs

Les estimations tirées de l'Enquête mensuelle sur le commerce de détail sont classées d'après la Classification type des industries de 1980.

Étude spéciale

Dans Le Noël du consommateur*, le plus récent article de la série* Analyse en bref *(11-621-MIF2003007, gratuit), on examine les tendances des ventes au détail de la période des Fêtes de 1998 à 2002. Cette analyse est fondée sur deux enquêtes de Statistique Canada, soit l'Enquête mensuelle sur le commerce de détail et l'Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail.*

Une Action de grâce profitable pour les magasins d'alimentation

Les magasins d'alimentation ont bénéficié de ventes supérieures à la moyenne à l'occasion de l'Action de grâce de 2003. Les consommateurs ont accru leurs achats dans ces établissements de 1,9 % en octobre, après y avoir réduit leurs dépenses de 1,1 % en septembre. Les magasins d'alimentation, qui ont bénéficié de ventes record en 2002 et au début de 2003, n'ont pas enregistré de croissance de leurs ventes depuis avril.

Les magasins d'alimentation ont fait face à plusieurs défis en 2003, comme la panne de courant survenue en août en Ontario, la découverte d'un cas de maladie de la vache folle et l'épidémie de SRAS. En dépit de ces difficultés, le total des ventes au détail des magasins d'alimentation pour les dix premiers mois de 2003 a été supérieur de 5,5 % aux résultats enregistrés lors de la période correspondante en 2002.

Résultats contradictoires dans le secteur du meuble

En octobre, les ventes des magasins de meubles et d'appareils ménagers, qui représentent 80 % du total des ventes du secteur du meuble, sont restées pratiquement inchangées (-0,1 %). D'autre part, les ventes de revêtements de sol, de draperies, d'articles de literie et de produits décoratifs pour la maison vendus

dans les magasins d'accessoires d'ameublement ont fait un bond de 2,7 %. Les ventes cumulatives du secteur du meuble ont ainsi progressé de 0,5 % en octobre, après avoir diminué de 1,8 % en septembre.

Bien qu'ils soient encore portés par la croissance du secteur de l'habitation, les détaillants du secteur du meuble affichent une progression plus faible de leurs ventes, comparativement aux six dernières années. Au cours des dix premiers mois de 2003, les ventes des magasins de meubles ont augmenté de 5,7 % par rapport à la période correspondante en 2002. À titre de comparaison, entre 1997 et 2002, la progression annuelle des ventes de ces établissements a été d'au moins 8,0 %.

Octobre a été faible pour les détaillants de plusieurs secteurs

Les ventes du secteur de l'automobile ont reculé de 0,8 % en octobre, après avoir chuté de 2,2 % en septembre. À l'intérieur de ce secteur, les stations-service ont vu leurs ventes diminuer de 4,4 % en raison d'une baisse des prix, tandis que les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs et les magasins de pièces et de services pour véhicules automobiles ont affiché des ventes essentiellement inchangées.

Cette stagnation des ventes enregistrée par les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs en octobre a fait suite à deux reculs mensuels consécutifs. Les programmes promotionnels accrocheurs, qui ont été introduits au cours de l'automne 2001 et qui sont toujours offerts aux consommateurs pour l'achat ou la location de véhicules neufs, n'ont pas permis d'apporter aux concessionnaires une croissance supplémentaire de leurs ventes. Au cours de la période de quatre mois allant d'octobre 2001 à janvier 2002, les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs ont fait un bond de 18,7 %. Par la suite, les ventes de ces concessionnaires ont pratiquement stagné, tout en demeurant néanmoins à des niveaux record.

Le secteur des magasins de marchandises diverses a encore connu un mois terne en octobre, après avoir déjà vu ses ventes fléchir de 0,8 % en septembre. Au sein de ce secteur, les ventes sont restées inchangées tant pour les grands magasins que pour les établissements classés dans la catégorie des autres magasins de marchandises diverses. En dépit de faiblesses observées ces derniers temps, les ventes des magasins de marchandises diverses augmentent depuis le début de 2003, après une période de quasi-stagnation observée au cours de la deuxième moitié de 2002.

En octobre, les dépenses des consommateurs ont légèrement diminué (-0,2 %) dans le secteur de l'habillement. La hausse des ventes de 1,6 % déclarée par les établissements appartenant à la catégorie des autres magasins de vêtements, couramment appelés magasins de vêtements unisexes, a été neutralisée par des reculs enregistrés dans les ventes des magasins de vêtements pour femmes, des magasins de vêtements pour hommes et des magasins de chaussures. Les magasins de vêtements unisexes, qui représentent un peu plus de la moitié des ventes du secteur de l'habillement, ont enregistré une progression de 4,6 % de leurs ventes cumulatives pour les dix premiers mois de 2003. Au cours de la même période, le total des ventes a diminué dans le cas des magasins de vêtements pour hommes (-6,7 %), des magasins de chaussures (-1,3 %) et des magasins de vêtements pour femmes (-0,5 %).

En octobre, les pharmacies ont vu leurs ventes rester pratiquement inchangées (-0,1 %), après avoir enregistré une progression importante de 2,0 % en septembre. Les ventes des pharmacies sont généralement en hausse depuis le printemps 2000.

Six provinces affichent des hausses de leurs ventes supérieures à la moyenne

En octobre, les progressions des ventes enregistrées en Nouvelle-Écosse (+4,3 %), en Alberta (+2,0 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (+1,4 %), au Québec (+0,8 %), en Colombie-Britannique (+0,6 %) et au Nouveau-Brunswick (+0,3 %) ont été supérieures à la moyenne. Parmi ces provinces, les détaillants du Québec, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard ont réussi à neutraliser, en partie, le recul enregistré dans leurs ventes en septembre.

Indicateurs connexes pour novembre

En novembre, le total des emplois a progressé de belle façon pour un troisième mois d'affilée (+0,3 %). Près de 218 000 emplois ont été créés depuis le début de 2003, et un peu plus des trois quarts de ceux-ci ont été créés en septembre, en octobre et en novembre. En dépit d'un recul important du nombre de mises en chantier en novembre (-10,2 %), la baisse la plus forte observée depuis huit mois, l'activité sur les chantiers de nouvelles habitations est demeuré à un niveau record. En effet, le nombre de mise en chantier enregistré en novembre a été supérieur de 3,5 % au niveau moyen observé en 2002. On estime que le nombre de véhicules automobiles neufs vendus en novembre a reculé de 2 % par rapport à octobre, d'après des données provisoires émanant du secteur de l'automobile. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont ainsi fléchi pour un quatrième mois de suite.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 080-0001 à 080-0005 et 076-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2406 et 2408.

Le numéro d'octobre 2003 de la publication *Commerce de détail* (63-005-XIB, 18 $ / 166 $) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Les données de novembre 2003 sur le commerce de détail seront diffusées le 27 janvier 2004.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541, Division de la statistique du commerce. □

Ventes au détail

	Octobre 2002	Juillet 2003[r]	Août 2003[r]	Septembre 2003[r]	Octobre 2003[p]	Septembre à octobre 2003	Octobre 2002 à octobre 2003
	données désaisonnalisées						
	en millions de dollars					var. en %	
Aliments	**5 680**	**5 840**	**5 877**	**5 811**	**5 920**	**1,9**	**4,2**
Supermarchés d'alimentation et épiceries	5 289	5 430	5 472	5 402	5 510	2,0	4,2
Tous les autres magasins d'alimentation	391	410	405	409	410	0,3	4,8
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	**1 306**	**1 368**	**1 356**	**1 384**	**1 382**	**-0,1**	**5,8**
Vêtements	**1 371**	**1 370**	**1 342**	**1 375**	**1 372**	**-0,2**	**0,1**
Magasins de chaussures	155	150	147	150	147	-2,5	-5,2
Magasins de vêtements pour hommes	112	104	106	106	105	-1,0	-6,2
Magasins de vêtements pour femmes	396	404	401	404	395	-2,3	-0,3
Autres magasins de vêtements	709	712	688	714	726	1,6	2,4
Meubles	**1 535**	**1 633**	**1 670**	**1 640**	**1 647**	**0,5**	**7,3**
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 226	1 310	1 346	1 311	1 309	-0,1	6,8
Magasins d'accessoires d'ameublement	309	323	324	329	338	2,7	9,5
Véhicules automobiles	**10 422**	**10 662**	**10 666**	**10 429**	**10 347**	**-0,8**	**-0,7**
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	6 883	7 158	7 032	6 835	6 840	0,1	-0,6
Stations-service	2 057	1 964	2 099	2 047	1 957	-4,4	-4,8
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 482	1 541	1 535	1 547	1 550	0,2	4,6
Magasins de marchandises diverses	**2 826**	**2 923**	**2 954**	**2 931**	**2 931**	**0,0**	**3,7**
Grands magasins	1 655	1 707	1 733	1 714	1 714	0,0	3,6
Autres magasins de marchandises diverses	1 171	1 216	1 221	1 217	1 217	0,0	3,9
Magasins de détail non classés ailleurs	**2 742**	**2 785**	**2 793**	**2 812**	**2 831**	**0,7**	**3,3**
Autres magasins de produits semi-durables	802	797	799	825	825	0,0	2,9
Autres magasins de produits durables	679	673	682	681	691	1,5	1,8
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 261	1 315	1 312	1 307	1 316	0,7	4,4
Total des ventes au détail	**25 882**	**26 582**	**26 658**	**26 382**	**26 431**	**0,2**	**2,1**
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	**18 998**	**19 424**	**19 626**	**19 546**	**19 592**	**0,2**	**3,1**
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	423	451	461	444	434	-2,4	2,6
Île-du-Prince-Édouard	111	110	112	111	112	1,4	0,6
Nouvelle-Écosse	769	780	780	751	783	4,3	1,9
Nouveau-Brunswick	606	622	612	600	602	0,3	-0,7
Québec	5 916	6 119	6 157	6 113	6 159	0,8	4,1
Ontario	9 745	9 970	9 963	9 948	9 882	-0,7	1,4
Manitoba	889	915	912	917	905	-1,3	1,8
Saskatchewan	762	780	798	790	766	-3,0	0,4
Alberta	3 168	3 324	3 291	3 216	3 279	2,0	3,5
Colombie-Britannique	3 399	3 415	3 475	3 394	3 413	0,6	0,4
Yukon	34	34	34	34	33	-3,3	-2,6
Territoires du Nord-Ouest	43	45	45	45	44	-0,7	3,1
Nunavut	18	18	19	20	18	-8,2	1,8

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

Ventes au détail

	Octobre 2002	Septembre 2003[r]	Octobre 2003[p]	Octobre 2002 à octobre 2003
	données non désaisonnalisées			
	en millions de dollars			var. en %
Aliments	**5 668**	**5 592**	**6 039**	**6,5**
Supermarchés d'alimentation et épiceries	5 284	5 203	5 635	6,6
Tous les autres magasins d'alimentation	384	389	405	5,3
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	**1 313**	**1 336**	**1 410**	**7,3**
Vêtements	**1 481**	**1 378**	**1 512**	**2,1**
Magasins de chaussures	174	153	170	-2,5
Magasins de vêtements pour hommes	117	97	111	-5,0
Magasins de vêtements pour femmes	417	410	420	0,6
Autres magasins de vêtements	772	719	811	5,1
Meubles	**1 560**	**1 652**	**1 682**	**7,9**
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 234	1 318	1 322	7,1
Magasins d'accessoires d'ameublement	326	334	361	10,8
Véhicules automobiles	**10 326**	**10 550**	**10 202**	**-1,2**
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	6 654	6 987	6 521	-2,0
Stations-service	2 121	2 109	2 056	-3,1
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 551	1 455	1 625	4,8
Magasins de marchandises diverses	**2 942**	**2 689**	**3 066**	**4,2**
Grands magasins	1 734	1 544	1 803	4,0
Autres magasins de marchandises diverses	1 208	1 145	1 263	4,5
Magasins de détail non classés ailleurs	**2 624**	**2 722**	**2 770**	**5,6**
Autres magasins de produits semi-durables	781	821	810	3,6
Autres magasins de produits durables	602	626	629	4,5
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 241	1 275	1 331	7,3
Total des ventes au détail	**25 914**	**25 921**	**26 682**	**3,0**
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	**19 260**	**18 934**	**20 160**	**4,7**
Provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	418	437	428	2,5
Île-du-Prince-Édouard	108	111	111	2,1
Nouvelle-Écosse	761	726	793	4,2
Nouveau-Brunswick	612	586	611	-0,1
Québec	5 977	5 951	6 267	4,9
Ontario	9 737	9 849	9 964	2,3
Manitoba	892	903	917	2,8
Saskatchewan	783	778	791	1,0
Alberta	3 189	3 171	3 329	4,4
Colombie-Britannique	3 346	3 313	3 377	0,9
Yukon	33	34	32	-1,7
Territoires du Nord-Ouest	42	43	44	3,7
Nunavut	18	20	18	2,0

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

■

Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises

2002

Les entreprises canadiennes ont réduit légèrement leur dette totale envers les importants fournisseurs de financement pour une deuxième année consécutive en 2002. La diminution de l'endettement des grands emprunteurs a fait contrepoids à l'augmentation de la dette chez les plus petits emprunteurs.

Au 31 décembre 2002, les fournisseurs de financement ont indiqué que leurs clients d'affaires leur devaient 358,5 milliards de dollars, essentiellement sous forme de prêts, de prêts hypothécaires et de marges de crédit. Il s'agit d'une diminution de 0,4 % par rapport à 2001, ce qui était moins que la diminution de 0,7 % enregistrée en 2000, la croissance économique s'étant renforcée en 2002.

Le financement octroyé aux entreprises sous forme de crédit-bail a connu une augmentation pour la deuxième année consécutive, ayant enregistré une hausse de 4,2 % pour atteindre 22,8 milliards de dollars en 2002. Cette hausse suivait une augmentation de 8,3 % en 2001.

Les plus petits emprunteurs étaient plus endettés que les plus grands emprunteurs

Les grands emprunteurs, ceux qui sont autorisés à emprunter 1 million de dollars ou plus, ont vu leur niveau d'endettement diminuer de 1,4 %, à la suite d'une baisse semblable de 1,5 % en 2001.

La baisse des exportations vers les États-Unis en 2002, de même que le déclin du niveau des stocks et la diminution des investissements en capital, pourraient avoir fait diminuer les besoins en financement de ces entreprises. De plus, les fournisseurs de financement pourraient être devenus plus sélectifs dans l'octroi de prêts aux grands emprunteurs, en raison d'un plus grand nombre de pertes encourues sur les prêts auxquelles ils ont dû faire face dans la dernière partie de 2001 jusqu'en 2002.

En revanche, les plus petits emprunteurs, autorisés à emprunter moins de 1 million de dollars, ont vu leur dette augmenter au cours des deux dernières années. Leur dette a augmenté de 1,4 % en 2001 et de 2,4 % en 2002.

Les plus petits emprunteurs sont essentiellement de plus petites entreprises, qui ont tendance à servir seulement le marché intérieur, tandis que les grands emprunteurs sont beaucoup plus susceptibles de transiger dans les marchés d'exportation.

Note aux lecteurs

Statistique Canada a mené l'Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises en collaboration avec Industrie Canada et le ministère des Finances, dans le cadre d'un vaste programme de recherche sur le financement des petites et moyennes entreprises. Étant donné que la plupart des fournisseurs de services de financement ont indiqué qu'ils ne recueillaient pas de données sur la taille de leurs clients d'affaires, on leur a demandé de regrouper ces derniers selon l'importance du montant autorisé, c'est-à-dire le montant maximal que ces clients étaient autorisés à emprunter. Les utilisateurs doivent noter que l'importance du montant autorisé ne constitue pas une mesure de la taille de l'entreprise.

L'enquête a été fondée sur un recensement d'entreprises du secteur privé, incluant des entreprises d'État, dont l'actif s'élevait à 5 millions de dollars ou plus dans certaines branches du secteur financier et de celui de la location à bail. Sont exclus de l'enquête les administrations publiques, les organismes privés sans but lucratif, les fournisseurs de financement informel, par exemple, les « anges gardiens » et les membres de la famille, ainsi que les fournisseurs de financement étrangers.

*Les **banques canadiennes** comprennent les six grandes banques canadiennes et plusieurs banques plus petites, conformément à la définition du Bureau du surintendant des institutions financières.*

*Les **autres banques** comprennent les banques étrangères, les sociétés de fiducie et toutes les institutions de dépôts, à l'exception des **coopératives de crédit et des caisses populaires** qui sont incluses dans leur propre catégorie.*

*Les **sociétés de financement** comprennent les entreprises qui fournissent du financement à d'autres entreprises, souvent pour l'achat de biens et de services, mais qui n'acceptent pas de dépôts. Il s'agit le plus souvent de financement par emprunt, mais les entreprises qui achètent des comptes débiteurs, ou qui fournissent du financement par emprunt et qui exercent des opérations de crédit-bail, sont aussi incluses. Il s'agit notamment des sociétés de crédit de fabricants de véhicules et d'équipement, de sociétés d'affacturage et de plusieurs entreprises publiques. Les entreprises qui exercent uniquement des opérations de crédit-bail sont généralement classées comme des sociétés de crédit-bail.*

*Les **gestionnaires de portefeuilles, les sociétés de capital de risque et les fonds fiduciaires** comprennent les entreprises qui ont pour activité principale la gestion ou l'investissement de fonds communs d'actifs. Il s'agit notamment de sociétés de fonds communs de placement, de conseillers en placements, de sociétés de capital de risque, de fonds de capital de risque de travailleurs, de fonds communs de placement et de fonds distincts.*

*Les **sociétés d'assurances** comprennent les assureurs-vie, les assureurs de soins médicaux, ainsi que les sociétés d'assurances multirisques et les réassureurs.*

*Les **sociétés de crédit-bail** comprennent les entreprises qui exercent des opérations de crédit-bail, généralement pour l'achat de véhicules ou d'équipement.*

Conjuguée à des taux d'intérêt historiquement bas, la vigueur relative de l'économie canadienne au cours des deux dernières années, comparativement à celle de notre principal marché d'exportation vers le sud, pourrait

avoir encouragé les plus petits emprunteurs à accumuler plus de dettes.

La prédominance des banques canadiennes régresse

Les banques canadiennes sont demeurées les principaux fournisseurs de financement aux entreprises, mais leur part de marché a régressé. Au 31 décembre 2002, la valeur totale des prêts octroyés aux entreprises représentait 196,0 milliards de dollars.

Les banques canadiennes, qui ont accordé 77 % de leur portefeuille de prêts aux grands emprunteurs, ont connu une baisse de leur part de marché. Cette dernière est passée à 54,7 % en 2002, par rapport à 56,8 % deux ans auparavant.

Venaient ensuite, en ordre d'importance, les sociétés de financement, les autres banques, les sociétés d'assurances, et les coopératives de crédit et les caisses populaires.

La valeur des prêts accordés aux grands emprunteurs diminue depuis 2000, et il en est de même pour les parts de marché de la plupart des prêteurs, qui prêtent principalement aux grands emprunteurs.

Les sociétés d'assurances, qui accordent 96 % de leurs prêts aux grands emprunteurs, ont connu une baisse de leur part de marché, cette dernière étant passé de 11,5 % à 10,7 % entre 2000 et 2002. Les autres banques, qui accordent 84 % de leurs prêts aux grands emprunteurs, ont enregistré une baisse plus légère.

À l'inverse, les sociétés de financement, de même que les coopératives de crédit et les caisses populaires ont vu leur part de marché augmenter, leurs portefeuilles de prêts comprenant principalement les petits emprunteurs.

La part de marché des sociétés de financement, dont le portefeuille de prêts est également réparti entre les petits et les grands emprunteurs, est passée de 10,2 % à 11,8 %.

Les caisses de crédit et les caisses populaires, qui accordent 71 % de leurs prêts aux plus petits emprunteurs, ont vu leur part de marché passer de 7,3 % à 8,6 %.

Amélioration des taux de perte

Les fournisseurs ont déclaré des pertes totales de 2,1 milliards de dollars au chapitre de leurs activités de prêt en 2002, en baisse considérable par rapport au niveau de 2,7 milliards de dollars un an plus tôt. Les pertes encourues dans les opérations de prêts en 2001 et en 2002 provenaient de l'instabilité des secteurs des télécommunications, de l'énergie et de l'aérospatiale.

Le taux de perte, c'est-à-dire les pertes totales en 2002 au chapitre du pourcentage de l'encours total de la dette au 31 décembre 2002, est passé à 0,59 %, contre 0,76 % en 2001.

La plupart des fournisseurs ont vu leurs taux de perte diminuer en 2002 par rapport à l'année précédente, à l'exception des banques canadiennes, pour qui les taux de perte sont passés de 0,46 % à 0,50 %, et des sociétés de financement, qui ont vu leurs taux passer de 0,65 % à 0,71 %.

Les taux de perte ont également diminué pour tous les montant autorisés en 2002, bien qu'ils soient généralement demeurés plus élevés au chapitre du financement des plus petits emprunteurs, comparativement aux grands emprunteurs.

Augmentation du crédit-bail

La valeur du financement en crédit-bail octroyé a connu une augmentation pour la deuxième année consécutive, ayant affiché une hausse de 4,2 % pour se situer à 22,8 milliards de dollars en 2002. Cela suivait une augmentation de 8,3 % l'année précédente.

Les sociétés de financement ont ouvert la voie. La valeur de leurs contrats de crédit-bail a fait un bond de 15,7 % en 2002. Deux années de solide croissance ont propulsé la part du marché de crédit-bail détenue par les sociétés de financement à 47,2 % en 2002, alors qu'elle était de 40,6 % en 2000.

Les banques canadiennes étaient les deuxièmes fournisseurs en importance de financement par crédit-bail, représentant 29,1 % de la valeur totale. Elles ont déclaré seulement une petite augmentation de 1,0 % de l'encours en 2002 et, par conséquent, elles ont vu leur part de marché diminuer par rapport au niveau de 30,1 % en 2001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2514.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bruno Morin au (613) 951-0396 (*bruno.morin@statcan.ca*) ou avec Ed Hamilton au (613) 951-4310 (*ed.hamilton@statcan.ca*), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

□

Valeur totale des prêts accordés
Au 31 décembre

	2000[r]	2001[r]	2002	2000 à 2001	2001 à 2002
	montant (en milliards de dollars)			var. en %	
Montant autorisé					
Inférieur à 50 000 $	8,5	8,7	9,4	1,9	7,7
50 000 $ à 249 999 $	35,4	36,3	37,2	2,6	2,4
250 000 $ à 999 999 $	49,4	49,6	50,3	0,4	1,4
Supérieur à 1 million de dollars	269,4	265,3	261,6	-1,5	-1,4
Total	**362,7**	**359,9**	**358,5**	**-0,7**	**-0,4**

[r] *Données révisées.*

Valeur totale des prêts accordés
Au 31 décembre

	2000[r]	2001[r]	2002
	part (%)		
Type de fournisseur			
Banques canadiennes	56,8	55,7	54,7
Sociétés de financement	10,2	10,8	11,8
Autres banques	11,8	11,4	11,2
Sociétés d'assurances	11,5	11,3	10,7
Coopératives de crédit, caisses populaires	7,3	7,9	8,6
Gestionnaires de portefeuilles, sociétés de capital de risque, fonds fiduciares	2,1	2,6	2,7
Sociétés de crédit-bail	0,3	0,3	0,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

[r] *Données révisées.*

■

Situation démographique du Canada : la fécondité des immigrantes

Selon une nouvelle étude qui paraît aujourd'hui dans la dernière édition du *Rapport sur l'état de la population du Canada*, la fécondité des immigrantes commence à diminuer peu après leur arrivée au Canada, puis rejoint éventuellement celle des femmes nées au Canada.

Cette évolution de la fécondité peut se révéler un indice du niveau d'intégration des immigrantes à la société canadienne. En effet, plus elles vivent depuis longtemps au Canada, plus leur fécondité s'apparente à celle des femmes nées au Canada.

Cette constatation est importante parce que le Canada s'appuie de plus en plus sur l'immigration pour assurer la croissance de sa population, étant donné la diminution de l'accroissement naturel - le nombre de naissances moins celui des décès. Depuis le milieu des années 1990, la migration internationale nette représente plus de la moitié de la croissance démographique totale.

En 2001, le Canada a accueilli plus de 250 000 immigrants et près de 70 % de la croissance démographique au pays cette année-là découle de la migration internationale. La population née à l'étranger représente 18,4 % de la population canadienne en 2001, soit la proportion la plus élevée en 70 ans.

À l'aide des données du recensement, l'étude permet de comparer la fécondité des immigrantes à celle des femmes nées au Canada au cours du dernier quart de siècle.

La fécondité des immigrantes arrivées au pays entre 1996 et 2001 était de 3,1 enfants par femme. En comparaison, parmi les immigrantes arrivées au pays il y a 10 à 14 ans, cet indice était de 1,5 enfant par femme. (En 2000, le niveau de la fécondité était également de 1,5 enfant par femme, soit le niveau le plus faible jamais enregistré au Canada.)

De plus, l'analyse montre que la propension de la fécondité des immigrantes à converger vers celle des femmes nées au Canada était particulièrement marquée chez celles qui ont immigré avant d'avoir 15 ans et qui, par conséquent, ont fait leurs études en partie au Canada.

La fécondité varie selon la région de naissance des immigrantes. Au cours de la période de 25 ans à l'étude, la fécondité des immigrantes originaires de certaines régions, telles que l'Asie du Sud, le centre-ouest de l'Asie ainsi que le Moyen-Orient, est demeurée élevée.

De plus, l'étude examine la fécondité des filles nées au Canada de mères immigrantes, soit les Canadiennes de deuxième génération. De 1996 à 2001, leur fécondité a été de 1,4 enfant par femme, un niveau inférieur à celui de 1,8 enfant par femme de l'ensemble des immigrantes de première génération.

Note aux lecteurs

Ce communiqué est fondé sur les articles de l'édition 2002 du Rapport sur l'état de la population du Canada.

La première partie du Rapport consiste en un examen complet de la situation démographique du Canada. Elle décrit les tendances récentes de l'accroissement démographique, des mariages, des divorces, de la fécondité, des avortements, de la mortalité et de la migration.

La deuxième partie comprend deux études. La première évalue dans quelle mesure la fécondité des immigrantes a évolué entre 1976-1981 et 1996-2001. Elle permet d'examiner dans quelle mesure le comportement des immigrantes en matière de fécondité tend à converger vers celui des femmes nées au Canada et, si tel est le cas, à quelle vitesse ce phénomène se produit parmi les différents groupes d'immigrants. De plus, l'étude évalue la fécondité des enfants des immigrants, les Canadiennes de deuxième génération.

L'autre étude précise les déterminants qui favorisent le vieillissement sans perte d'autonomie, sujet d'actualité dans le contexte du vieillissement de la population et de l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom aux âges élevés.

Fécondité à la baisse chez les immigrantes et les femmes nées au Canada

Le Recensement de 2001 a permis de dénombrer 337 700 enfants de moins de cinq ans qui sont nés au Canada de mères immigrantes.

Le fait que ces jeunes représentent 22 % de tous les enfants de ce groupe d'âge constitue un indicateur de la fécondité élevée des immigrantes. Cette proportion est quelque peu supérieure à celle des immigrants dans l'ensemble de la population (18,4 %).

Au cours de la période à l'étude, la fécondité a diminué à la fois chez les femmes nées au Canada et chez les immigrantes.

Chez les femmes nées au Canada, elle a chuté de 10 %, passant de 1,64 enfant par femme pour la période de 1976 à 1981 à 1,47 enfant par femme pour celle allant de 1996 à 2001. Au cours des mêmes périodes, la fécondité des immigrantes a également diminué de 10 %, passant de 2,03 enfants à 1,82 enfant par femme, respectivement.

La diminution la plus rapide a eu lieu parmi les femmes originaires du sud de l'Europe, dont la fécondité est passé de 2,17 enfants à 1,62 enfant par femme, soit une diminution de 25 %.

Malgré une forte diminution de 1996 à 2001, la fécondité des femmes nées en Asie est demeurée de 29 % supérieure à celle des femmes nées au Canada. Parmi les femmes nées en Asie, la fécondité

a chuté, passant de 2,54 enfants par femme pour la période de 1976 à 1981 à 1,89 enfant par femme pour la période de 1996 à 2001.

Les données du Recensement de 2001 montrent que, durant la période de 1996 à 2001, la fécondité des immigrantes de certaines régions a dépassé sensiblement le seuil de deux enfants. Les régions d'origine de ces immigrantes étaient l'Asie du Sud (2,5 enfants par femme), le centre-ouest de l'Asie et le Moyen-Orient (2,2 enfants par femme), ainsi que l'Afrique (2,4 enfants par femme).

Vieillissement sans perte d'autonomie : de saines habitudes de vie peuvent contribuer au maintien de l'autonomie des aînés

Les aînés canadiens peuvent demeurer autonomes plus longtemps s'ils prennent soin d'eux-mêmes. Selon la deuxième étude du présent rapport, au-delà des caractéristiques individuelles sur lesquelles les gens n'ont aucune emprise, les maladies chroniques et les habitudes de vie constituent des facteurs importants qui influent sur le maintien à long terme de l'autonomie des aînés.

Pour l'étude, on a utilisé les données longitudinales tirées de l'Enquête nationale sur la santé de la population de 1994 à 2000, afin d'identifier les facteurs qui favorisent un vieillissement sans perte d'autonomie chez les Canadiens de 65 ans ou plus. On a constaté que quelque 53 % des aînés qui, en 1994, vivaient dans des ménages privés et étaient autonomes pour leurs activités de la vie quotidienne avaient maintenu leur autonomie six ans plus tard.

Au cours de la période de six ans, les aînés qui faisaient de l'activité physique augmentaient de plus de 50 % leurs chances de demeurer autonomes, comparativement à ceux qui ne faisaient pas d'activité physique régulière. Les aînés non-fumeurs étaient presque deux fois plus susceptibles de maintenir leur autonomie que leurs homologues fumeurs.

Parmi les maladies chroniques, le diabète, les maladies cardiaques et la bronchite ou l'emphysème ont contribué de manière significative à diminuer la probabilité des aînés de demeurer autonome.

L'étude suggère que la promotion de la bonne santé peut contribuer à retarder - voire à prévenir - l'apparition de certains problèmes de santé fonctionnelle chez les aînés, les rendant de ce fait moins dépendants de leur famille et du système public de soins de santé.

Conjoncture démographique : la fécondité au plus bas niveau jamais enregistré

Le présent rapport fournit également un examen complet de l'état de la population au Canada, par la description des tendances récentes de la croissance démographique, de la nuptialité, du divorce, de la fécondité, de l'avortement, de la mortalité et de la migration.

En 2000, la fécondité était de 1,49 enfant par femme, soit le niveau le plus bas jamais enregistré au Canada. La fécondité au Canada s'est rapprochée du niveau observé dans les pays européens (1,4 enfant par femme), mais est demeurée inférieure à celle des États-Unis (2,1 enfants par femme).

Au pays, la fécondité variait, allant de 1,25 enfant par femme à Terre-Neuve-et-Labrador, à 1,79 enfant par femme en Saskatchewan.

La diminution du taux de fécondité des femmes de 20 à 24 ans est particulièrement importante. En 2000, ce taux est passé sous le seuil de 60 pour mille pour la première fois. Au cours des 30 dernières années, ce taux a chuté de plus de la moitié.

La fécondité dans les régions métropolitaines de recensement est inférieure à celle observée dans les régions non métropolitaines. La fécondité de l'ensemble des régions métropolitaines s'est établie à 1,48 enfant par femme, comparativement à 1,67 enfant par femme dans les régions non métropolitaines.

La fécondité de toutes les régions métropolitaines de recensement situées à l'est d'Oshawa était située sous la moyenne nationale. La fécondité à St-John's s'est établie à 1,24 enfant par femme. C'est la région d'Oshawa (à 1,66 enfant par femme) qui a affiché la fécondité la plus élevée, tandis que la région de Victoria (à 1,23 enfant par femme) a affiché la fécondité la plus faible.

L'édition de 2002 du *Rapport sur l'état de la population du Canada* (91-209-XPF, 35 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits.*

Pour plus de renseignements sur l'article «La fécondité des immigrantes et de leurs filles nées au Canada», communiquez avec Alain Bélanger au (613) 951-2326, Division de la démographie.

Pour obtenir des renseignements sur l'article «Vieillir en santé : les déterminants du vieillissement sans perte d'autonomie chez les Canadiens âgés», communiquez avec Laurent Martel au (613) 951-2352, Division de la démographie. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indicateurs des services

Troisième trimestre de 2003

La production économique du secteur des services a progressé de 0,4 % de juillet à septembre pour atteindre un niveau de 2,3 % supérieur à celui du troisième trimestre de 2002.

La croissance était cependant moins élevée que celles enregistrées pendant le premier et le deuxième trimestres, soit 0,7 % et 0,5 %, respectivement.

Une analyse incluse dans la dernière édition de *Indicateurs des services* démontre que le secteur des services a connu une période de récupération des effets du SRAS, de la maladie de la vache folle et des opérations en Irak durant le troisième trimestre.

Toutefois, contrairement au secteur de la fabrication, plusieurs industries du secteur des services ont été incapables de se remettre des pertes subies pendant la panne d'électricité de la mi-août en Ontario. Les industries des télécommunications ainsi que du secteur des arts, des spectacles et des loisirs étaient parmi celles-ci.

Sur une note plus positive, le tourisme et les voyages au Canada en provenance d'autres pays ont repris de la vigueur à la suite de la période stagnante des six premiers mois de l'année. Cela a été reflété par une forte reprise dans la production réelle du secteur de l'hébergement des voyageurs qui a connu une croissance de 2,9 % par rapport au deuxième trimestre. Cela faisait suite à un déclin de 9,9 % lors du trimestre précédent.

Le nombre total d'employés du secteur de l'hébergement a aussi enregistré une hausse par rapport au deuxième trimestre (+15,5 %). Comparativement au troisième trimestre de 2002, cela représentait une augmentation de près de 5 %.

Le secteur des services de restauration a aussi connu une performance au-dessus de la moyenne pendant le troisième trimestre, sa production économique ayant augmenté de 1,2 % pendant cette période. Il s'agit de la première hausse du secteur sur une période de trois mois depuis le troisième trimestre de 2002. Un marché d'immobilisation en santé et des taux d'intérêt favorables, ayant donné lieu à des gains importants dans le secteur de l'immobilisation ainsi que dans celui de la finance et des assurances, constituaient d'autres facteurs positifs.

Le numéro du troisième trimestre de la publication *Indicateurs de services* comprend aussi un article intitulé «Construire le système idéal : analyse de la conception de systèmes informatiques et des services connexes». L'étude démontre que ce secteur emploie 128 000 travailleurs et qu'il a connu une forte croissance de ses recettes au cours des dernières années. La vaste majorité des entreprises (96 %) de ce secteur sont de petite taille (moins de 10 employés). Cependant, les grandes entreprises, qui ne représentent que 1 % du total, constituent près de la moitié du nombre d'employés du secteur et des recettes réalisées.

Le numéro du troisième trimestre de la publication *Indicateurs de services*, vol. 10 n° 3 (63-016-XIB, 28 $ / 94 $; 63-016-XPB, 38 $ / 125 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gaston Levesque au (613) 951-9344 (*levegas@statcan.ca*), Division des industries de service. ■

Enquête annuelle sur l'hébergement des voyageurs

2002

Il est maintenant possible de consulter les données de 2002 sur le secteur de l'hébergement des voyageurs (catégorie 721 du SCIAN, qui comprend les hôtels et les hôtels-motels, les motels et les autres industries de l'hébergement). Ces données fournissent des renseignements sur les recettes, les dépenses, les salaires et les traitements, ainsi que la marge bénéficiaire. Il est également possible d'obtenir les données sur les distributions en pourcentage des recettes et des dépenses selon la source, l'emploi et la base de clientèle.

Le tourisme a continué d'être touché par les évènements du 11 septembre 2001, ainsi que par le ralentissement global de l'activité économique. Plus de touristes ont opté pour des destinations familières et ont choisi d'utiliser le transport terrestre au lieu de l'avion. Les dépenses des touristes ont chuté de 1,1 % en 2002 par rapport à 2001. Les compagnies aériennes et les hôtels situés près des aéroports qui sont tributaires du trafic à grande distance ont rencontré des difficultés. Les dépenses reliées au transport aérien de passagers ont diminué de 5,6 % tandis que les hôtels situés près des aéroports ont connu une baisse significative de leurs taux d'occupation.

Même si certaines parties du secteur du tourisme ont été touchées plus durement que les autres, le

secteur de l'hébergement des voyageurs a connu, dans l'ensemble, une augmentation des recettes et a maintenu de bons bénéfices. Les estimations pour les différentes catégories du secteur de l'hébergement des voyageurs indiquent que plus de 16 400 établissements ont obtenu des recettes d'exploitation de 12,8 milliards de dollars en 2002. En dollars courants, il s'agit d'une augmentation de 4,9 % par rapport à 2001.

Le groupe des hôtels et des motels a constitué 88 % de toutes les recettes de l'hébergement des voyageurs, tandis que les autres services d'hébergement des voyageurs comme les terrains de camping, les pourvoiries, les chalets et les gîtes touristiques ont généré la tranche de 12 % qui reste. Pour les établissements visés par l'enquête, la plus grande partie des recettes provient des chambres et des unités pour les clients et, ensuite, des repas et des breuvages. Les traitements et salaires et les avantages sociaux, qui est le poste de dépenses d'exploitation le plus important, ont représenté plus de 30 % du total des recettes d'exploitation.

Dans l'ensemble du pays, le rendement pour le secteur de l'hébergement des voyageurs a varié selon les régions. Les provinces de l'est ont affiché de fortes marges bénéficiaires d'exploitation de plus de 10 % et elles ont connu une augmentation de leurs recettes d'exploitation, des recettes par chambre disponible et du taux d'occupation par rapport à 2001. En partie, cette hausse peut être attribuable à un été chaud et sec avec des conditions météorologiques parfaites durant les fins de semaine et à un mois de septembre chaud. De plus, des initiatives accrues dans le domaine du marketing ont aidé à promouvoir le tourisme dans les provinces de l'Atlantique.

L'Ontario et le Québec ont toutes deux connu une croissance des recettes d'environ 6 %. Leurs marges bénéficiaires ont été supérieures à celles de 2001. Le Québec a connu une hausse du nombre de visiteurs américains au cours de l'été 2002. L'Ontario a aussi eu une augmentation générale dans la proportion de ses recettes d'hébergement provenant de clients étrangers.

La croissance des recettes pour les provinces de l'ouest et des Territoires a été d'une façon générale moins vigoureuse que celle de l'est en 2002. De même, les bénéfices d'exploitation étaient comparativement moins élevés pour le Nunavut, le Yukon et le Manitoba, ayant affiché des marges respectives de 2,9 %, de 4,5 % et de 6,9 %. Seule l'Alberta (14,1 %), a dépassé la moyenne canadienne (12,1 %).

La croissance modérée dans l'Ouest peut s'expliquer, en partie, par une diminution générale de sa part de recettes d'hébergement provenant de visiteurs étrangers. Parmi les principaux pays où la population voyage beaucoup, figurent les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Étant donné que ces pays ont connu un ralentissement économique et que l'effet des évènements du 11 septembre persiste, le nombre des voyageurs a diminué. Les conditions météorologiques ont sans doute influé sur les recettes d'hébergement dans l'Ouest. Les taux d'occupation ont chuté en Saskatchewan et en Alberta, à la suite de la période de sécheresse qui a sévi dans les Prairies en 2002. De plus, l'hiver tardif en Colombie-Britannique, à cause d'un manque de neige en décembre, a eu comme conséquence l'annulation de réservation de chambres d'hôtel.

Données stockées dans CANSIM : tableau 351-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2418.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Veronica Utovac au (613) 951-0813 (*veronica.utovac@statcan.ca*), Division des industries de service. □

Certaines statistiques financières sur l'hébergement des voyageurs[1]

	Nombre d'établissements	Recettes d'exploitation	Salaires, traitements et avantages sociaux	Dépenses d'exploitation	Marge bénéficiaire d'exploitation
		en millions de dollars			%
Canada					
2001	16 330	12 165,4	3 649,5	10 682,7	12,2
2002	16 406	12 766,2	3 827,2	11 218,9	12,1
Terre-Neuve-et-Labrador					
2001	422	155,6	52,2	136,1	12,6
2002	442	163,2	53,7	142,2	12,8
Île-du-Prince-Édouard					
2001	197	69,2	25,9	63,5	14,9
2002	214	77,9	24,4	66,3	14,0
Nouvelle-Écosse					
2001	578	302,9	94,3	263,7	12,9
2002	586	328,5	99,6	280,2	14,7
Nouveau-Brunswick					
2001	494	206,2	66,1	182,7	11,4
2002	509	228,5	71,3	196,3	14,1
Québec					
2001	3 102	1 995,7	632,6	1 756,6	12,0
2002	3 127	2 130,3	682,2	1 865,5	12,4
Ontario					
2001	4 865	3 943,3	1 149,6	3 415,8	13,4
2002	4 696	4 181,4	1 223,3	3 608,4	13,7
Manitoba					
2001	704	570,2	132,2	520,8	8,7
2002	705	605,1	146,4	563,4	6,9
Saskatchewan					
2001	850	452,7	122,3	403,5	10,9
2002	855	470,0	123,7	430,1	8,5
Alberta					
2001	1 641	1 941,2	568,3	1 641,0	15,5
2002	1 642	2 024,6	600,3	1 738,9	14,1
Colombie-Britannique					
2001	3 178	2 370,0	760,1	2 148,0	9,4
2002	3 320	2 405,6	762,3	2 184,9	9,2
Yukon					
2001	170	76,5	25,4	76,3	0,2
2002	170	70,5	18,7	67,3	4,5
Territoires du Nord-Ouest					
2001	93	58,8	14,5	52,7	10,5
2002	97	55,8	14,5	51,2	8,4
Nunavut					
2001	38	23,2	6,0	22,1	4,5
2002	42	24,9	7,0	24,1	2,9

[1] *Les estimations pour l'année la plus récente sont provisoires. Ces données provisoires sont sujettes à être révisées. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre.*

■

Tendances du revenu des familles
1980 à 2001

Les données sur les tendances du revenu des familles pour les deux dernières décennies sont maintenant accessibles en ligne dans la nouvelle publication *Tendances du revenu au Canada, 1980-2001*.

Cette publication fournit aux utilisateurs 45 tableaux multidimensionnels qui contiennent les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR). Cette information est accessible en ligne pour la première fois.

Ces tableaux contiennent des données sur les diverses mesures du revenu, comme les gains, le

revenu du marché, les transferts gouvernementaux, les impôts sur le revenu et le revenu après impôt. Ils sont ventilés selon la province et 15 régions métropolitaines de recensement choisies et selon des caractéristiques diverses telles que l'âge, le sexe et le quintile de revenu. Ils comprennent aussi des données sur la prévalence et la persistance du faible revenu au Canada.

Après avoir atteint un sommet de 49,9 % en 1985, le taux de faible revenu pour les familles monoparentales est passé sous les 30 % pour la première fois en 2001 pour atteindre un niveau de 28,6 %. Basé sur le revenu familial après impôt, la plupart des types de famille ont affiché des augmentations du revenu familial moyen pour la période de vingt ans entre 1981 et 2001, même après ajustement pour tenir compte de l'inflation. Les familles de personnes âgées et les personnes âgées qui habitent seules ont reçu, en moyenne, environ 3 000 $ de plus. Les familles avec enfants ont reçu presque 10 000 $ de plus. Les familles monoparentales ont reçu presque 5 000 $ de plus.

Le revenu familial après impôt en 2001 a augmenté pour une cinquième année consécutive, surtout en raison de la hausse des transferts gouvernementaux et de la réduction des impôts sur le revenu des particuliers. Le revenu après impôt des familles (de deux personnes ou plus) était estimé à 58 000 $, en hausse de 3,4 % après ajustement pour tenir compte de l'inflation, bien que le revenu moyen du marché ait peu changé en 2001. Les transferts gouvernementaux ont augmenté pour tous les types de famille, sauf pour les familles monoparentales ayant une femme à leur tête. Les transferts gouvernementaux versés aux familles monoparentales ayant une femme à leur tête ont reculé au cours des dernières années, leur revenu moyen du marché ayant augmenté.

Il est également possible de consulter le document *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu - Un aperçu de l'enquête*. Ce document fournit de l'information relativement à l'objectif, au contenu, à la méthodologie et aux produits et services reliés à l'EDTR. Son format en HTML et ces menus rendent l'utilisation de ce produit facile et permet aux intéressés de découvrir tous les principaux éléments de l'enquête.

Réalisée pour la première fois en 1993, l'EDTR est maintenant une source importante de données sur le revenu des familles, des ménages et des personnes canadiennes. Le caractère longitudinal de l'EDTR permet d'évaluer des faits concomitants et souvent interdépendants. Il permet de se faire une meilleure idée de la nature et de l'étendue du faible revenu au Canada et des changements socioéconomiques que doivent traverser les personnes et les familles. Aussi, il permet des analyses visant à déterminer comment ces changements socioéconomiques touchent leur travail rémunéré, la composition de leur famille, la réception de paiements de transferts gouvernementaux, ou d'autres facteurs.

L'EDTR fournit aussi des renseignements sur une vaste série de variables sur le capital humain, les expériences reliées au travail et les caractéristiques démographiques comme l'éducation, les liens entre les membres de la famille et la composition du ménage.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 202-0101, 202-0102, 202-0201, 202-0202, 202-0301, 202-0401, 202-0403, 202-0404, 202-0501, 202-0601, 202-0603, 202-0701, 202-0702, 202-0704 à 202-0706, 202-0802, 202-0804, 202-0807 et 202-0901.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3502 et 3889.

La publication *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu - Un aperçu de l'enquête* (75F0011XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne.

La publication *Tendances du revenu au Canada, 1980-2001* (13F0022XIF, 195 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. La version sur CD-ROM (13F0022XCB, 195 $) a été diffusée le 25 juin 2003.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (*revenu@statcan.ca*), Division de la statistique du revenu. ■

Produits chimiques industriels et résines synthétiques

Octobre 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données d'octobre sur les produits chimiques industriels et les résines synthétiques.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0014.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2183.

Le numéro d'octobre 2003 de la publication *Produits chimiques industriels et résines synthétiques*, vol. 46, n° 10 (46-002-XIF, 6 $ / 51 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Tendances du revenu au Canada, 1980 à 2001
Numéro au catalogue : 13F0022XIF (195 $).

Produits chimiques industriels et résines synthétiques, octobre 2003, vol. 46, n° 10
Numéro au catalogue : 46-002-XIF (6 $/51 $).

Série d'études analytiques de la Division des industries de services : La recherche et le développement dans le secteur des services au Canada, n° 46
Numéro au catalogue : 63F0002XIF2003046
(gratuit).

Série d'études analytiques de la Division des industries de services : Profil des campings et des pourvoiries, n° 47
Numéro au catalogue : 63F0002XIF2003047
(gratuit).

Indicateurs des services, troisième trimestre de 2003, vol. 10, n° 3
Numéro au catalogue : 63-016-XIB (28 $/94 $).

Indicateurs des services, troisième trimestre de 2003, vol. 10, n° 3
Numéro au catalogue : 63-016-XPB (38 $/125 $).

Enquête sur la dynamique du travail et du revenu - Aperçu de l'enquête
Numéro au catalogue : 75F0011XIF
(gratuit).

La production cinématographique, vidéo et audiovisuelle : tableaux de données
Numéro au catalogue : 87-010-XIF
(gratuit).

Rapport sur l'état de la population au Canada, 2001-2002
Numéro au catalogue : 91-209-XPF (35 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

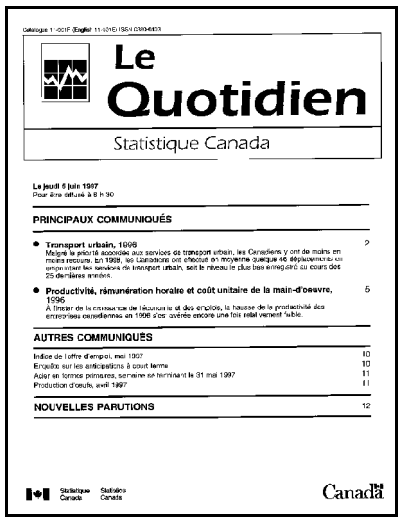
Pour commander les produits par téléphone :
Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca).* À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.